

COMPTE RENDU - Conseil Municipal du 13 décembre 2011

L'an deux mil onze et le treize décembre, le Conseil Municipal régulièrement convoqué s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Christophe COTTAREL, Maire.

Convocation et affichage : 24/11/2011

Présents : Perrine LEBLANC, Jean VEUILLET, Jean-Claude BRUSCHETTA, Michel REVEYRON, Paul-Henri GALVIN, Madeleine MIEGE, Jérôme BROCHIER, Gérard REVEYRON
Absent excusé : Irma LIPPKE ayant donné pouvoir à Madeleine MIEGE ; Elisabeth CARRICO

Absent :

INTERVENTION DU SERVICE JEUNESSE DE LA CCY

L'équipe enfance / jeunesse est venue nous présenter les services mis en place par la Communauté de Communes de Yenne (CCY) pour les jeunes du canton.

Présentation du comité de pilotage, des différents axes éducatifs et des accueils de loisirs pour les enfants de 4 à 17 ans.

L'équipe attire tout particulièrement notre attention sur les « chantiers jeunes ».

Il s'agit de proposer à certains collégiens volontaires d'effectuer des petits travaux, comme du débroussaillage, de la peinture ou de la maçonnerie.

Ces travaux proposés par les mairies permettent d'intéresser les jeunes à la vie communale, de favoriser les échanges avec les élus, de faire découvrir aux jeunes des techniques ou des métiers et cela leur permet d'avoir une première approche du monde du travail.

Mise en place d'un Conseil Communautaire Jeune pour les 12 / 16 ans.

Inscription avant le 23 décembre – élection le 14 janvier – mandat de 2 ans.

Diffusion de deux petits films à propos des chantiers jeunes et du Conseil Communautaire Jeune.

DECISIONS MODIFICATIVES DU BUDGET

DM n° 3

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de procéder au vote de crédits supplémentaires suivants sur le budget de l'exercice.

COMPTES DEPENSES FONCTIONNEMENT

CHAP.	COMPTE	<i>OpER.</i>	SERVICE	NATURE	MONTANT
014	739116			Reversement sur FNGIR	14000.00
012	6411			PERSONNEL TITULAIRE	1500.00
023	023			VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	16500.00

COMPTES RECETTES FONCTIONNEMENT

CHAP.	COMPTE	<i>OpER.</i>	SERVICE	NATURE	MONTANT
70	7022			COUPES DE BOIS	32000.00

DM n° 4

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de procéder aux virements de crédits suivants sur le budget de l'exercice.

CREDITS A OUVRIR INVESTISSEMENT

CHAP.	COMPTE	<i>OpER.</i>	SERVICE	NATURE	MONTANT
020	021	000		VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	16500.00

CREDITS A REDUIRE FONCTIONNEMENT

CHAP.	COMPTE	<i>OpER.</i>	SERVICE	NATURE	MONTANT
023	023			VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-16500.00

DM n° 5

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de procéder aux virements de crédits suivants sur le budget de l'exercice.

CREDITS A OUVRIR INVESTISSEMENT

CHAP.	COMPTE	<i>OpER.</i>	SERVICE	NATURE	MONTANT
21	2135	10020		Aménagement des constructions	7500.00
23	2315	10011		VOIRIE	9000.00

CREDITS A REDUIRE INVESTISSEMENT

CHAP.	COMPTE	<i>OpER.</i>	SERVICE	NATURE	MONTANT
020	021	000		VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-16500.00

DEVIS ONF

Monsieur le Maire fait part du devis de l'ONF pour un montant de 645 € HT concernant les travaux à prévoir l'année prochaine dans la forêt communale.

Le Conseil Municipal décide de mettre ces travaux au programme 2012.

APPARTEMENT REZ-DE-CHAUSSEE - La Cure

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la vitre de la cheminée du T3 de l'ancienne cure s'est brisée probablement due à la chaleur.

Notre locataire demande une participation financière à la commune en tant que propriétaire.

La facture s'élève à 207,84 €.

Monsieur le Maire demande l'avis à son conseil concernant cette situation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité décide de participer à hauteur de 50%.

DETERMINATION DU TAUX DE PROMOTION POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la Fonction Publique Territoriale ;

VU, en particulier, le 2^{ème} alinéa de l'article 49 de la loi précitée (*ajouté par l'article 35 de la loi 2007-209 du 19 février 2007*)

VU l'avis émis par le Comité Technique Paritaire en date du 11/09/2007

Le Maire donne lecture de la disposition prévue à l'article 49 modifié de la loi du 26 janvier 1984 ; celui-ci prévoit que « *le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à un des cadres d'emplois A, B ou C, à l'exception des agents de police municipale, pouvant être promus à un grade d'avancement, est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique paritaire* ».

Ainsi, les ratios réglementaires d'avancement de grade se trouvent désormais remplacés par un dispositif qui tend à rendre à l'assemblée délibérante une totale marge de manœuvre dans la fixation, au sein de la collectivité, du nombre d'agents susceptibles de bénéficier d'un avancement de grade. Il indique, en conséquence, que la légalité d'un avancement de grade est désormais conditionné par la détermination, en interne, du ratio d'agents susceptibles d'être promus par rapport au nombre de ceux qui sont promouvables.

Il précise que si l'Assemblée délibérante est libre dans ses choix, elle peut tenir compte d'un certain nombre d'éléments objectifs tels que :

- la politique générale des ressources humaines susceptible d'être menée par la collectivité en matière d'avancement,
- la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences des agents de la collectivité au vu de l'évolution des missions susceptibles de leur être confiées, des profils de postes et de la structure des emplois ;
- la reconnaissance du mérite et de l'expérience professionnelle de chacun.

Il précise, en outre, que les dispositions en vigueur n'imposent pas que le taux de promotion retenu soit identique pour tous les emplois et cadres d'emplois et que l'Autorité territoriale reste libre de procéder ou non à l'inscription d'un agent sur le tableau annuel d'avancement.

Il propose donc de fixer comme suit le taux de promotion pour les avancements de grade de la collectivité :

- Pourront être proposés au titre de l'avancement de grade 100 % de l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement au titre de l'année en cours. Le ratio ainsi fixé n'est pas opposable aux agents nommés en cours d'année par mutation sur un emploi d'avancement.

Après en avoir délibéré l'Assemblée :

- **accepte** les propositions du Maire,
- **fixe** le taux de promotion des avancements de grade comme proposé par le Maire

Sauf décision expresse de l'Assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Technique Paritaire, ces dispositions seront reconduites tacitement d'année en année.

CONTRAT DE MAINTENANCE INSTALLATION CHAUFFAGE

Monsieur le Maire présente les nouveaux devis proposés par la société APS Bien-être pour l'entretien des chaudières 2012.

Après avoir comparé les prix 2012 à ceux de l'an passé, le Conseil Municipal décide de reprendre contact avec la société APS.

QUESTIONS DIVERSES

→ Columbarium : Le columbarium est en parti livré et sera installé la semaine prochaine.

→ Monsieur le Maire demande à son conseil, si l'un d'entre eux pourrait se désigner pour représenter la commune à la commission gymnase de la Communauté de Communes.

Monsieur Jérôme BROCHIER se porte volontaire.

→ SDES : Le comité syndical dans sa séance du 20 septembre 2011 a fixé le taux de la TCCFE (Taxe Communale sur les Consommations Finales d'Electricité) à 4%.

Cette taxe entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2012.

A noter également que le SDES apporte une modification dans ses statuts afin de pouvoir assumer la perception et le contrôle de cette taxe.

Le SDES reversera 97% de la taxe aux communes, les 3% restant combleront les frais du SDES pour le contrôle et la gestion de la TCCFE.

→ Projet salle des fêtes : La construction de salle des fêtes ne figure plus dans les listes des opérations subventionnables, ni par le Conseil Général, ni par la Préfecture.

Par conséquent, il est plus raisonnable d'envisager des travaux d'agrandissement des salles existantes.

Fait et affiché le 15 décembre 2011

Le Maire

Christophe COTTAREL